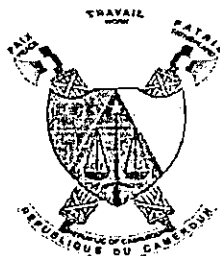


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL
AFFAIRS

10000026

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU 07 AOUT 2020...POUR LE

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE
L'ACCOMPAGNEMENT DU MINPOSTEL A L'ELABORATION D'UNE CHARTE
NATIONALE DE PROTECTION DES ENFANTS EN LIGNE.**

« EN PROCEDURE D'URGENCE »

I. Contexte et justification

Les TIC sont devenus de nos jours incontournables dans tous les domaines d'activités et font l'objet d'une sollicitation permanente. Malgré les multiples avantages que leur utilisation offre, elle expose malheureusement les usagers à plusieurs dangers. Parmi ces usagers, une catégorie fait l'objet d'une attention particulière : il s'agit des enfants. Ces derniers représentent l'espoir et l'avenir de toute nation, et constituent ainsi un groupe spécifique qui nécessite une attention particulière. C'est fort de cela que l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), dans le cadre de l'initiative mondiale « Child Online Protection (COP) initiative » a élaboré et publié en 2010 des lignes directrices de la protection des enfants en ligne. Ainsi, la résolution 67 issue de la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications (CMDT) de 2014, reconnaît l'urgence de la protection des enfants en ligne et invite chaque État membre de l'UIT à mettre en œuvre des actions concrètes. La résolution 179 de la conférence pléni-potentielle de l'UIT, insiste sur les fondements de l'initiative Protection de l'enfant en ligne, précise le rôle de l'UIT à ce sujet et invite les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires y relatives. L'Assemblée des Régulateurs des Télécommunications de l'Afrique Centrale (ARTAC), dans son rapport de l'atelier annuel 2016, de renforcement des capacités sur la protection des enfants en ligne, ressort qu'il appartient aux Gouvernements, parents, éducateurs et à l'industrie de créer un environnement digital approprié. Chaque acteur a un rôle crucial à jouer dans la protection et le soutien des enfants qui sont connectés. Il précise également l'urgence de la mise en place des stratégies nationales de la Protection des Enfants en Ligne (PEL) et la création des comités chargés de l'application et du suivi de l'initiative.

Par ailleurs, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, par correspondance N°13978/CD/DL329sc3/MJ du 15 décembre 2015, a saisi le Ministre des Postes et Télécommunications, pour lui suggérer de bien vouloir envisager une réflexion sur l'opportunité de l'élaboration d'une charte devant adresser la problématique de l'utilisation appropriée d'internet par les mineurs. Cette proposition a été réitérée sous forme d'instruction donnée par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Faisant suite à cette sollicitation, Madame le Ministre des Postes et Télécommunications a créé, par décision N°00000117/MINPOSTEL/SG/DSR du 2 juin 2016, un Comité chargé de l'accompagnement dans l'élaboration d'une charte nationale de protection des enfants en ligne.

Le présent projet a été pensé dans le but d'élaborer cette charte, d'identifier les actions efficaces à mener pour protéger les enfants mineurs contre les méfaits de l'Internet et des réseaux sociaux.

1. Objet

L'objet de la mission est le recrutement d'un consultant individuel en vue de l'accompagnement du MINPOSTEL dans l'élaboration d'une charte nationale pour la protection des enfants en ligne.

2. Consistance des prestations

Les prestations objets de cette étude consistent en la réalisation des tâches suivantes :

- faire la cartographie des risques et dangers encourus par les enfants ;
- dresser l'état des lieux de la protection des enfants en ligne ;
- identifier les actions à entreprendre pour protéger les enfants en ligne ;
- identifier toutes les parties prenantes et de définir leur responsabilité ;
- rediger la charte nationale de protection des enfants en ligne ;
- faire des propositions en vue du renforcement du cadre juridique en la matière ;

La mission du consultant comprend les phases suivantes :

Etape 1 : Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le MINPOSTEL, au cours de laquelle le consultant soumettra son projet d'exécution pour validation.

Etape 2 : Réunion préparatoire des descentes du consultant sur le terrain

En prélude aux descentes sur le terrain, une réunion préparatoire sera organisée par le MINPOSTEL au cours de laquelle le consultant soumettra des fiches de collecte d'information pour validation.

Etape 3 : Descente sur le terrain

Il sera question pour le consultant de collecter, traiter et analyser les informations collectées à l'ANTIC, à l'ART, auprès de la société civile et de quelques établissements scolaires. Le consultant devra compléter cette collecte de données avec un benchmark.

Etape 4 : Elaboration du rapport provisoire de l'étude

Le Consultant doit produire un draft du rapport de l'étude. Ce rapport sera soumis pour examen et validation du MINPOSTEL.

Etape 5 : Elaboration du rapport final et du document de charte

Après la validation du rapport provisoire, le consultant doit produire un rapport final de l'étude ainsi que le document de la charte.

3. Participation

Pour faire acte de candidature, l'expert consultant devra jouir d'une expérience avérée dans le domaine de la protection des enfants.

4. Composition du dossier de candidature

Les candidats au présent appel à manifestation d'intérêt doivent produire un dossier comprenant :

- l'attestation d'immatriculation au fisc ;
- le relevé d'identité bancaire ;
- le curriculum vitae mettant en relief :
 - les diplômes obtenus ;
 - l'expérience dans l'élaboration des termes de référence de formation des acteurs de la justice juvénile ;
 - les projets similaires réalisés dans le secteur public ;
 - la connaissance du contexte local.

5. Critères éliminatoires

N°	Désignations
01	Absence d'attestation d'immatriculation au fisc
02	Absence de relevé d'identité bancaire
03	Fausse déclaration, document falsifié
04	Note technique inférieure à 75 points sur 100

6. Critères de qualification

Item	Critères d'évaluation	Points
1.	<p>Qualifications générales et aptitude pour la tâche à accomplir</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Niveau Diplôme requis : Master (BAC+5) en Sécurité des Systèmes d'Information ou en droit avec une maîtrise des droits de l'enfant ou tout autre diplôme jugé équivalent 20 points ✓ bonne connaissance dans l'art de rédaction des textes juridiques, 10 points 	30
2.	<p>Expérience dans la tâche décrite dans les TDR</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience générale : au moins dix (10) ans d'expérience 10 points : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Si expérience générale ≤ 03 ans alors note = 0 point ✓ Si $04 \leq$ expérience générale ≤ 06 ans alors note = 04 points ✓ Si $7 \leq$ expérience générale ≤ 9 ans alors note = 07 points ✓ Si expérience générale ≥ 10 ans alors note = 10 points ▪ Expérience spécifique 50 points: <ul style="list-style-type: none"> ○ Expérience professionnelle du Consultant en matière de cybersécurité et/ou cybercriminalité et en protection de l'enfant 30 points ○ avoir élaboré ou participé à l'élaboration d'au moins un terme de référence de formation des acteurs de la justice juvénile 10 points ○ Expérience spécifique du Consultant dans la mise en œuvre d'un projet similaire 10 points. <p><i>N.B : Concernant l'expérience spécifique, Le consultant devra fournir des preuves relatives aux expériences présentées.</i></p>	60
3.	Connaissance linguistique (Français et/ou anglais)	10
	Total	100

7. Dépôt des dossiers

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le ... 01 SEPTEMBRE 2020 à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU POUR LE
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE L'ACCOMPAGNEMENT
DU MINPOSTEL A L'ELABORATION D'UNE CHARTE NATIONALE DE PROTECTION DES
ENFANTS EN LIGNE.

« EN PROCÉDURE D'URGENCE »

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

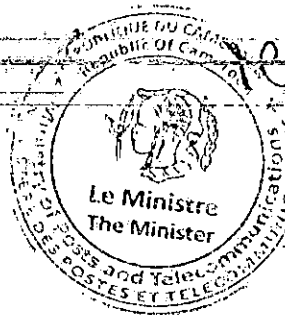
8. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, porte 108, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

9. Publication des résultats

Le candidat retenu sera notifié par correspondance du Ministre des Postes et Télécommunications./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications



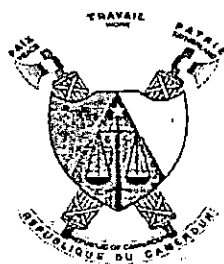
Attesté
Mme Lilom Le Likeng
née Mendomo Minette

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL
AFFAIRS

10000026

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

N°/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF 07 AOUT 2020 FOR THE

RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO SUPPORT MINPOSTEL IN
DRAFTING A NATIONAL CHARTER FOR THE PROTECTION OF CHILDREN ONLINE.
« IN A PROCEDURE OF URGENCY »

1. Background and justification

ICTs have nowadays become indispensable in all fields of activity and are in constant demand. Despite the many advantages that they offer, it unfortunately exposes users to several dangers. Among these users, one category receives special attention: children. They represent the hope and future of every nation, and thus constitute a specific group that requires special attention. With this in mind, the International Telecommunication Union (ITU), as part of the global Child Online Protection (COP) initiative, has developed and published in 2010 guidelines for the protection of children online. Thus, Resolution 67 of the 2014 World Telecommunication Development Conference (WTDC) recognises the urgency of protecting children online and calls on each ITU Member State to implement concrete actions. Resolution 179 of the ITU Plenipotentiary Conference, emphasizes the fundamentals of the Child Online Protection initiative, clarifies ITU's role in this regard and calls on Member States to take all necessary measures to this effect. The Telecommunications Regulators' Assembly of Central Africa (ARTAC), in its report on the 2016 annual capacity-building workshop on children protection online, states that it is up to governments, parents, educators and industry to create an appropriate digital environment. Each stakeholder has a crucial role to play in protecting and supporting children who are connected. It also states the urgency of putting in place national strategies for the Protection of Children Online (PEL) and the creation of committees responsible for the implementation and monitoring of the initiative.

In addition, the Minister of State, Minister of Justice and Keeper of the Seals, by correspondence No. 13978/CD/DL329sc3/MJ of 15 December 2015, referred the matter to the Minister of Posts and Telecommunications, suggesting that she might consider brainstorming on drafting a charter to address the issue of appropriate use of the Internet by minors. This proposal was reiterated in the form of an instruction issued by the Prime Minister, Head of Government.

In response to this request, the Minister of Posts and Telecommunications, by decision No. 000117/MINPOSTEL/SG/DSR of 2 June 2016, established a committee to assist in the drafting of a national charter for the protection of children online.

The present project has been designed with the aim of drafting this charter and identifying effective actions to be taken to protect minors from the harmful effects of the Internet and social media.

1. Purpose

The purpose of the mission is the recruitment of an individual consultant to assist MINPOSTEL in drafting a national charter for the protection of children online.

2. Description of services

The services under this study consist in the conduct of the following tasks:

- mapping the risks and dangers incurred by children;
- drawing up an inventory of the state of play of online child protection;
- identifying actions to be taken to protect children online;
- identifying all stakeholders and defining their responsibilities;
- drafting the national charter for the protection of children online;
- ~~making proposals to strengthen the legal framework in this area.~~

The consultant's mission includes the following phases:

Step 1: Kick-off meeting

A kick-off meeting will be organised by MINPOSTEL, during which the consultant will submit his implementation project for validation.

Step 2: Preparatory meeting for the consultant's field visits

As a preliminary to the field visits, a preparatory meeting will be organised by MINPOSTEL during which the consultant will submit data collection sheets for validation.

Step 3: Field visit

The consultant will collect, process and analyse the data collected from NAICT, TRB, the Civil Society and some schools. The consultant will have to complete this data collection with a benchmark.

Step 4: Drafting of the draft study report

The Consultant shall produce a draft of the study report. This report shall be submitted for the review and validation of MINPOSTEL.

Step 5: Drafting of the final report and charter document

After validation of the draft report, the consultant must produce a final report of the study as well as the charter document.

3. Participation

In order to apply, the expert consultant must have proven experience in the field of child protection.

4. Application file

Applicants for this call for expressions of interest must submit a file including :

- a certificate of registration with the tax authorities;
- a bank statement;
- a curriculum vitae highlighting:
 - the diplomas obtained;
 - experience in drawing up terms of reference for the training of those involved in juvenile justice;
 - similar projects carried out in the public-sector;
 - knowledge of the local context.

5. Eliminary criteria

No.	Designations
01	Absence of a certificate of registration with the tax authorities;
02	Absence of a bank statement;
03	False declaration, forged document
04	Technical score below 75 points out of 100

6. Selection criteria:

Item	Assessment criteria	Points
1.	<p>General qualifications and suitability for the task to be carried out</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Diploma level required: Master's degree (GCE A/L+S) in Information Systems Security or in law with a master's degree in children's rights or any other degree deemed equivalent 20 points ✓ good knowledge in the art of drafting legal texts, 10 points 	30
2.	<p>Experience in the task described in the TORs</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ General experience: at least ten (10) years of experience 10 points: <ul style="list-style-type: none"> ✓ If general experience ≤ 03 years then score = 0 point ✓ If $04 \leq$ general experience ≤ 06 years then score = 04 points ✓ If $7 \leq$ general experience ≤ 9 years then score = 07 points ✓ If general experience ≥ 10 years then score = 10 points ▪ Specific experience 50 points: <ul style="list-style-type: none"> ○ Professional experience of the Consultant in the field of cybersecurity and/or cybercrime and child protection 30 points ○ must have drafted or participated in the drafting of at least one training reference term for juvenile justice stakeholders 10 points ○ Specific experience of the Consultant in the implementation of a similar project 10 points. <p><i>N.B : Concerning the specific experience, the Consultant shall provide evidence relating to the experiences presented.</i></p>	60
3.	Language skills(French and/or English)	10
	Total	100

7. Submission of files

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelop to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than 01.11.2020 at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
No/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF FOR THE
RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO SUPPORT
MINPOSTEL IN DRAFTING A NATIONAL CHARTER FOR THE PROTECTION OF
CHILDREN ONLINE

« IN A PROCEDURE OF URGENCY »

“To be opened only during the bid-opening-session”

8. Additional information

The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Networks and Information Systems Security, Room 108, Ministry of Posts and Telecommunications, Auxiliary Building. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

9. Publication of results

The selected candidate will be notified by correspondence of the Minister of Posts and Telecommunications./-

The Minister of Posts and Telecommunications



*Mme Libym Li Likeng
née Mendoumo Minette*